

Comité des normes de l'OMPI (CWS)

Deuxième session
Genève, 30 avril – 4 mai 2012

RAPPORT

adopté par le Comité

INTRODUCTION

1. Le Comité des normes de l'OMPI (CWS) a repris sa première session et tenu sa deuxième session du 30 avril au 4 mai 2012.
2. Les États ci-après, membres de l'OMPI ou de l'Union de Paris, étaient représentés à cette session : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Myanmar, Népal, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République islamique d'Iran, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Singapour, Sri Lanka, Suède, Suisse, Ukraine, Viet Nam et Zambie (61).
3. En leur qualité de membres du CWS, les représentants des organisations ci-après ont pris part à la session : Office Benelux de la propriété intellectuelle (OBPI), Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI), Office des brevets du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (GCC), Office européen des brevets (OEB), Organisation eurasiennne des brevets (OEAB), Union européenne (UE) et Union internationale des télécommunications (UIT) (7).
4. L'Association américaine du droit de la propriété intellectuelle a pris part à la session en qualité d'observatrice.

5. La participation de plusieurs participants de PMA ou de pays en développement a été financée par l'OMPI, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale en 2001. La liste des participants fait l'objet de l'annexe I du présent rapport.

Point 1 de l'ordre du jour : ouverture de la session

6. La session a été ouverte par M. Yo Takagi, sous-directeur général chargé du Secteur de l'infrastructure mondiale, qui a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Directeur général.

Point 2 de l'ordre du jour : élection d'un président et de deux vice-présidents

7. Le CWS a élu à l'unanimité M. Gunnar Lindbom (Suède) président et Mme Oksana Parkheta (Ukraine) et M. Eiichi Yamamoto (Japon) vice-présidents.

8. M. Angel López Solanas, chef de la Section des normes de l'OMPI, a assuré le secrétariat de la session.

Point 3 de l'ordre du jour : adoption de l'ordre du jour

9. Le CWS a adopté l'ordre du jour proposé dans le document CWS/2/1 Prov., qui fait l'objet de l'annexe II du présent rapport. Des délégations ont déclaré que l'adoption de l'ordre du jour était sans préjudice du droit des délégations de proposer d'inclure, à l'ordre du jour des prochaines sessions du CWS, un point consacré au mécanisme de coordination.

Point 4 de l'ordre du jour : adoption du rapport sur la première session

10. Le CWS a adopté à l'unanimité le rapport sur la première session du CWS figurant dans le document CWS/1/10 Prov. Rev., avec un nouveau paragraphe 17 qui devrait être ainsi libellé :

“Aucun accord n'a été atteint sur les questions d'organisation et le règlement intérieur particulier.”

DÉLIBÉRATIONS, CONCLUSIONS ET DÉCISIONS

11. Conformément aux décisions prises par les organes directeurs de l'OMPI lors de leur dixième série de réunions, tenue du 24 septembre au 2 octobre 1979 (voir les paragraphes 51 et 52 du document AB/X/32), le rapport sur la présente session contient uniquement les conclusions (décisions, recommandations, opinions, etc.) du CWS et ne rend pas compte des déclarations de tel ou tel participant en particulier, sauf lorsqu'une réserve relative à une conclusion particulière du CWS a été émise ou réitérée après l'adoption de cette conclusion.

EXPOSÉS

12. Les exposés présentés au cours de la présente session du CWS ainsi que les documents de travail sont accessibles sur le site Web de l'OMPI, à l'adresse http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=22202.

Point de l'ordre du jour 5 : questions d'organisation et règlement intérieur particulier

13. La proposition établie par le Secrétariat a été présentée dans le document CWS/2/2.

14. À la suite de la consultation menée avec certains ambassadeurs, M. l'Ambassadeur Uglješa Ugi Zvekić (Serbie) a fait la déclaration ci-après en sa qualité de président de l'Assemblée générale de l'OMPI :

“Lors d'une consultation informelle menée ce matin avec les ambassadeurs, il a été convenu de proposer au Comité des normes de l'OMPI (CWS), par l'intermédiaire du président de l'Assemblée générale, ce qui suit :

“Le comité adopte le projet d'ordre du jour initialement proposé;

“le résumé du président fait état des résultats des travaux techniques réalisés durant la présente session;

“le résumé du président mentionne aussi les points de vue divergents qui ont été exprimés concernant le mécanisme de coordination, l'intégration des recommandations du Plan d'action pour le développement et leur prise en considération dans le règlement intérieur particulier;

“après la deuxième session du CWS, le président de l'Assemblée générale de l'OMPI mènera des consultations informelles sur le mécanisme de coordination ainsi que sur la prise en considération des recommandations du Plan d'action pour le développement et leur intégration dans le règlement intérieur particulier afin de parvenir à une compréhension mutuelle, de préférence avant la prochaine session d'automne des assemblées des États membres de l'OMPI.”

15. Le CWS est convenu de suivre la proposition faite par le président de l'Assemblée générale. Certaines délégations ont fait des déclarations dans lesquelles elles exprimaient des points de vue différents concernant les questions susmentionnées aux fins des consultations informelles. Selon un point de vue, les recommandations du Plan d'action pour le développement devraient faire partie intégrante des travaux du CWS et le mécanisme de coordination revêt une importance essentielle pour la prise en considération du Plan d'action pour le développement par tous les organes de l'OMPI. Selon l'autre point de vue, le CWS devrait se concentrer sur l'élaboration des normes de l'OMPI et laisser au Secrétariat les autres questions, comme convenu par l'Assemblée générale en 2011 lors de la clarification du mandat du CWS, et le CWS ne devrait donc pas relever du mécanisme de coordination. Il a été indiqué que ces déclarations devraient apparaître dans le projet de rapport sur la deuxième session du CWS. Par conséquent, aucun accord n'a été trouvé en ce qui concerne les questions d'organisation et le règlement intérieur particulier.

16. Le CWS a pris note de la précision apportée par le Bureau international, selon laquelle les règles générales de procédure de l'OMPI s'appliqueront au CWS jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé concernant les questions d'organisation et le règlement intérieur particulier.

Point 6 de l'ordre du jour : programme de travail concernant l'élaboration de normes de l'OMPI relatives au langage XML (eXtensible Markup Language)

17. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/3, qui contenait une proposition de programme de travail concernant l'élaboration de normes de l'OMPI relatives au langage XML.

18. Le responsable de l'Équipe d'experts SEQL a indiqué que la nouvelle norme de l'OMPI relative à la présentation des listages des séquences de nucléotides et d'acides aminés en langage XML (provisoirement appelée "norme ST.26 de l'OMPI") serait indépendante de la norme ST.36 comme de la norme ST.96 de l'OMPI. Par conséquent, la référence à la future norme ST.26 dans la première phrase du paragraphe 2 de l'annexe du document CWS/2/3 (programme de travail) a été supprimée.

19. Le CWS a approuvé le "programme de travail concernant l'élaboration de normes de l'OMPI relatives au langage XML", qui fait l'objet de l'annexe du document CWS/2/3, avec un paragraphe 2 ainsi libellé : "La norme ST.96 de l'OMPI aura une incidence sur les normes XML actuelles (ST.36, ST.66 et ST.86). Par conséquent, lorsqu'une proposition finale relative à la norme ST.96 de l'OMPI sera soumise au CWS pour examen et adoption, un programme de travail concernant toutes les normes de l'OMPI relatives au langage XML devrait également être soumis à l'examen du CWS".

Point 7 de l'ordre du jour : proposition d'une nouvelle norme ST.96 de l'OMPI

20. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/4, qui contenait une proposition de nouvelle norme ST.96 de l'OMPI.

21. Le CWS a adopté la nouvelle norme ST.96 de l'OMPI, intitulée "Recommandation relative à l'utilisation du XML (eXtensible Markup Language) dans le traitement de l'information en matière de propriété industrielle", ainsi que ses annexes I à IV qui sont reproduites dans l'annexe du document CWS/2/4 et qui figurent dans les versions électroniques des documents diffusés pour la deuxième session du CWS sur le site Web de l'OMPI à l'adresse <http://wipo.int/cws/en/taskforce/xml4ip/background.htm>.

22. Le CWS a noté que les projets d'annexes V et VI de la norme ST.96 de l'OMPI devaient être mis en œuvre puis expérimentés plus en détail par les offices de propriété industrielle, le but étant de vérifier qu'ils peuvent être adoptés dans le cadre de la norme ST.96 de l'OMPI. Pour finaliser ces deux annexes, le CWS a demandé à ses membres de participer à l'essai et de transmettre leurs observations à l'Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP. Il a aussi noté que l'équipe d'experts en question prévoyait de présenter une proposition relative aux annexes V et VI pour examen et adoption par le CWS à sa troisième session.

23. Le CWS a approuvé la modification de la tâche n° 41 et a confié cette tâche à l'Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP. La description révisée de la tâche n° 41 serait ainsi rédigée :

"Établir une proposition concernant les annexes V et VI de la norme ST.96 aux fins de son adoption par le CWS et procéder aux révisions et mises à jour nécessaires de la norme ST.96 de l'OMPI."

24. En ce qui concerne la révision et la mise à jour continues de la nouvelle norme ST.96 de l'OMPI, le CWS a approuvé la procédure suivante :

- a) toute proposition de révision de la norme ST.96 de l'OMPI présentée au Secrétariat sera envoyée directement à l'Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP pour examen et approbation;

- b) l'Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP sera autorisée provisoirement à adopter les révisions de la norme ST.96 de l'OMPI;
- c) une proposition de révision de la norme ST.96 de l'OMPI sera communiquée pour examen au CWS à chaque fois qu'une révision proposée posera problème, c'est-à-dire à chaque fois qu'il sera impossible d'arriver à un consensus entre les membres de l'Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP; et
- d) le responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP informera le CWS de toute révision de la norme ST.96 adoptée par l'équipe d'experts à la première session possible du CWS.

Point 8 de l'ordre du jour : rapport sur l'élaboration d'une nouvelle norme relative à la présentation du listage des séquences de nucléotides et d'acides aminés en langage XML (eXtensible Markup Language)

25. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/5, qui contenait un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Équipe d'experts SEQL ainsi qu'une feuille de route, établis par le responsable de l'Équipe d'experts SEQL. Il s'agissait d'établir une proposition concernant la présentation des listages des séquences de nucléotides et d'acides aminés en langage XML pour adoption en tant que norme de l'OMPI (provisoirement appelée "norme ST.26 de l'OMPI").

26. Outre les informations contenues dans l'annexe du document CWS/2/5, le responsable de l'Équipe d'experts SEQL a indiqué qu'une nouvelle série de discussions devait avoir lieu en septembre 2012. Il a déclaré que la proposition relative à l'établissement de cette nouvelle norme devrait être finalisée d'ici à la fin du mois d'octobre 2012.

27. Le CWS a pris note des informations contenues dans le document de travail, du dernier programme de travail établi et des informations relatives au calendrier à suivre mentionnées par le responsable de l'Équipe d'experts SEQL.

Point 9 de l'ordre du jour : proposition de révision de la norme ST.14 de l'OMPI

28. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/6, qui contenait une proposition de révision de la norme ST.14 de l'OMPI.

29. Le CWS a pris note des deux éléments de la proposition présentée par le Bureau international. L'un de ces éléments concernait la révision du paragraphe 14 de la norme ST.14 de l'OMPI concernant certains codes de catégorie à apposer à côté de tout document (référence) cité dans les rapports de recherche. L'autre consistait à étudier la possibilité de réviser les recommandations relatives à l'identification des citations de littérature non-brevet afin d'aligner la norme ST.14 de l'OMPI sur les dernières recommandations énoncées dans la norme internationale ISO 690:2010 (Information et documentation – Principes directeurs pour la rédaction des références bibliographiques et des citations des ressources d'information).

S'agissant du deuxième élément, le CWS a souligné qu'il était important de prendre en considération le nombre croissant de documents numériques publiés sur l'Internet qui sont cités dans des rapports de recherche.

30. Le CWS a décidé

- a) de créer la tâche ci-après :

“Révision de la norme ST.14 de l'OMPI :

- i) Établir une proposition de révision des codes de catégorie prévus au paragraphe 14 de la norme ST.14 de l'OMPI compte tenu des observations et des projets de proposition énoncés aux paragraphes 7 et 10 à 14 du document CWS/2/6.
 - ii) Étudier la possibilité de réviser les recommandations relatives à l'identification des citations de littérature non-brevet afin d'aligner la norme ST.14 de l'OMPI sur la norme internationale ISO 690:2010 (Information et documentation – Principes directeurs pour la rédaction des références bibliographiques et des citations des ressources d'information). Si cette révision est jugée opportune, établir la proposition correspondante.”
- b) de créer une équipe d'experts chargée de mener à bien cette tâche;
 - c) de demander à l'équipe d'experts de présenter la proposition sur la révision de la norme ST.14 de l'OMPI en ce qui concerne les recommandations relatives aux codes de catégorie pour examen et approbation par le CWS à sa session de 2013;
 - d) de demander à l'équipe d'experts de présenter, dans la mesure du possible, les résultats de l'étude, ainsi que toute proposition éventuelle, concernant l'identification de la littérature non-brevet citée et la norme ISO 690:2010, à la session du CWS de 2013; si l'équipe d'experts n'est pas en mesure de finaliser la proposition à ce moment-là, le responsable de l'équipe d'experts présentera un rapport sur l'état d'avancement des travaux effectués par l'équipe d'experts en ce qui concerne cet élément de la tâche.

31. Le CWS a accueilli favorablement l'offre du Bureau international qui a été désigné responsable de l'équipe d'experts.

Point 10 de l'ordre du jour : rapport présenté oralement par le responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.36 sur la proposition de révision de la norme ST.36 de l'OMPI

32. Le responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.36 a informé le CWS que, depuis la précédente session du CWS tenue en octobre 2010, l'équipe d'experts avait approuvé une proposition de révision (PFR), à savoir la PFR ST.36/2010/001, concernant une modification du rapport de recherche nécessaire pour permettre la saisie de nouveaux éléments de données aux fins du rapport de recherche supplémentaire. Cette PFR figure, telle qu'elle a été approuvée, sur le site Web de l'OMPI à l'adresse <http://www.wipo.int/cws/en/taskforce/st36/pfr-intro.html>, et devrait être intégrée dans la prochaine version de la norme ST.36 de l'OMPI provisoirement prévue pour septembre 2012.

33. Comme le lui avait conseillé le CWS à sa première session, l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.36 a ajourné les discussions en cours sur la PFR ST.36/2009/007 (c'est-à-dire les modifications nécessaires pour signaler les corrections ou modifications apportées aux documents de brevet) jusqu'à ce que le PCT et les autres offices de propriété industrielle prennent une décision sur l'harmonisation de leurs procédures de modification des paragraphes. Le Bureau international a informé le CWS que, pour l'heure, il n'y avait aucune nouvelle proposition relative à la PFR ST.36/2009/007 concernant la numérotation des paragraphes pour les modifications des documents de brevet dans le cadre du PCT. Après avoir analysé cette proposition, le Bureau international a conclu qu'il n'était pas possible de traiter la question correctement de manière isolée. En effet, celle-ci devait plutôt être considérée dans le contexte d'une solution globale qui puisse servir dans le cadre du PCT et être utilisée également dans le traitement national le cas échéant. Le Bureau international a mis au point un processus de validation de principe de conversion directe de DOCX en XML selon la norme ST.36 qui, selon lui, devrait contribuer à résoudre les problèmes sous-jacents. Ce processus faisait l'objet d'essais, le but étant de s'assurer que le processus de conversion

n'entraîne pas une perte d'informations de fond (ou au moins que le contenu n'ayant pas pu être converti correctement soit bien signalé et que des mises en garde puissent être émises en temps réel). La prochaine étape consistera à tester différents processus permettant de soumettre des modifications et de les comparer au contenu initial.

34. Le CWS a noté que des questions concernant les formulaires du PCT, le rapport de recherche, l'opinion écrite, le statut juridique et une classification des brevets générique avaient été examinées par certains membres des équipes d'experts et qu'elles pourraient faire l'objet de PFR à l'avenir.

35. La délégation des États-Unis d'Amérique a informé le CWS que son office ne prévoyait de procéder à aucune modification supplémentaire dans le cadre de la mise en œuvre à l'échelle nationale de la norme ST.36 de l'OMPI, connue sous le nom de livre rouge, résultant de futures révisions de la norme ST.36 de l'OMPI. La délégation a indiqué que le livre rouge ne serait retiré qu'après migration des produits d'échange et de diffusion vers la norme ST.96 de l'OMPI à l'avenir.

36. Le CWS a pris note du rapport présenté oralement par le responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.36 concernant la révision de la norme ST.36 de l'OMPI et les activités menées par l'Équipe d'experts chargée de cette norme.

Point 11 de l'ordre du jour : rapport du responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.66 sur la révision de la norme ST.66 de l'OMPI

37. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/7, contenant un rapport intérimaire établi par le responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.66 sur la révision de la norme ST.66 de l'OMPI et les autres activités menées par cette équipe d'experts.

38. Le CWS a noté que l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.66 avait approuvé la PFR ST.66/2010/001, qui recommandait les profils d'image spécifiés dans la norme ST.67 de l'OMPI pour les données relatives aux marques, et que l'équipe d'experts avait adopté par la suite la révision correspondante de la norme ST.66 de l'OMPI, version 1.2, en février 2012.

39. Le CWS a également noté que, compte tenu de l'adoption de la nouvelle norme ST.96 de l'OMPI par le CWS à la présente session, il conviendrait à l'avenir d'utiliser dans la norme ST.66 de l'OMPI les schémas XML de la norme ST.96 pour les codes ST.3 et les codes de pays selon la norme ISO plutôt que d'actualiser ses schémas correspondants.

Point 12 de l'ordre du jour : gestion électronique des éléments figuratifs des marques

40. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/8. Ce document contenait une proposition concernant la révision de la norme ST.67 de l'OMPI et l'incorporation de certaines entrées relatives aux formats images numériques et à la gestion des couleurs dans le Glossaire de termes touchant au domaine de l'information et de la documentation en matière de propriété industrielle (ci-après dénommé "glossaire"). Ce document contenait également d'autres propositions concernant la normalisation de l'information en matière de propriété industrielle.

41. Le CWS a adopté la proposition de révision de la norme ST.67 de l'OMPI et approuvé la proposition relative aux éléments à incorporer dans le glossaire, figurant respectivement dans les annexes I et II du document CWS/2/8.

42. Conformément à la décision prise par l'ancien Groupe de travail sur les normes et la documentation (SDWG) à sa onzième session (voir le paragraphe 62 du document SDWG/11/14), la tâche n° 20 a été considérée comme achevée et il a été décidé de la retirer de la liste des tâches du CWS.

43. Le CWS est convenu de suspendre toute activité relative à l'établissement de recommandations concernant les images figurant dans les documents de brevet et les documents relatifs aux dessins ou modèles industriels jusqu'à la fin des débats en cours sur cette question à la Réunion des administrations internationales du PCT et au sein du Groupe de travail du PCT.

44. Au terme des délibérations, le CWS est convenu des mesures ci-après relatives à l'élaboration de nouvelles normes dans le domaine de l'information en matière de marques :

a) créer la tâche ci-après :

“Étudier l'opportunité de mettre au point d'autres normes dans le domaine des marques et établir la proposition correspondante, dont une description des besoins et des avantages escomptés pour chaque nouvel élément ainsi qu'un classement par ordre de priorité des propositions.”

b) attribuer ladite tâche à l'Équipe d'experts chargée des normes relatives aux marques; et

c) demander à l'équipe d'experts de présenter les résultats de l'étude, en même temps que des projets d'activités complémentaires, au CWS, pour examen à sa session prévue en 2013.

Point 13 de l'ordre du jour : informations concernant l'entrée dans la phase nationale (régionale) des demandes internationales selon le PCT publiées

45. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/9.

46. Le CWS a pris note des rapports de situation établis par l'Office européen des brevets (OEB) et le Bureau international sur l'introduction, dans les bases de données, des informations concernant l'entrée et, le cas échéant, la non-entrée dans la phase nationale (régionale) des demandes internationales selon le PCT publiées (tâche n° 23). En complément des informations figurant à l'annexe I du document CWS/2/9, le représentant de l'OEB a insisté sur la nécessité d'élargir davantage la couverture géographique des informations relatives à l'ouverture de la phase nationale (régionale) du traitement des demandes internationales PCT et sur le fait qu'aucune avancée n'avait été réalisée en ce qui concerne les informations relatives à la non-ouverture de la phase nationale depuis le rapport précédent de 2009. L'OEB a également indiqué qu'elle travaillait sur le développement de DTD en XML et de schémas pour les données relatives à la situation juridique. Lors de la présentation du rapport figurant à l'annexe II du document CWS/2/9, le représentant du Bureau international a rappelé la nécessité de redoubler d'efforts afin d'améliorer la couverture des informations concernant l'entrée et la non-entrée dans la phase nationale (régionale) selon le PCT. La délégation de la Chine a informé le CWS de son intention de fournir prochainement des informations de ce type relatives à la Chine.

47. Le CWS a salué les avancées réalisées par l'OEB et le Bureau international en ce qui concerne la tâche n° 23, et a remercié les offices de propriété industrielle d'avoir communiqué leurs données correspondantes. Le comité a souligné l'importance de ces informations pour les

utilisateurs d'informations en matière de brevets et encouragé les offices de propriété industrielle qui ne communiquent pas encore d'informations à contribuer à ce projet.

Point 14 de l'ordre du jour : rapport présenté oralement par le Bureau international sur l'état d'avancement du projet WIPOSTAD (base de données pour l'administration des normes de l'OMPI)

48. Le CWS a pris note de l'exposé présenté par le Bureau international, au cours duquel des informations générales ont été données sur le projet WIPOSTAD ainsi que sur le contenu et les fonctionnalités actuellement disponibles dans la base de données. Le comité a également pris note du fait qu'une version bêta de WIPOSTAD était disponible à l'adresse <http://www.wipo.int/wipostad/fr/> aux fins d'essais. Le Bureau international a informé le CWS qu'il prévoyait :

- de faire migrer l'application vers une version finale à la fin de 2012, dès que les résultats d'un test de fonctionnalité réalisé par le Bureau international auront été mis en œuvre; et
- de faire figurer les rapports techniques annuels et l'enquête sur l'utilisation des normes de l'OMPI en tant que nouvelles sections dans les enquêtes de WIPOSTAD.

49. Les participants ont été encouragés à tester l'application WIPOSTAD et à communiquer leurs observations au Secrétariat à l'adresse cws.mail@wipo.int.

Point 15 de l'ordre du jour : enquête sur l'application et la promotion de la norme ST.22 de l'OMPI

50. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/10, contenant les résultats de l'enquête sur l'application et la promotion de la norme ST.22 de l'OMPI.

51. Le CWS a noté que cette enquête avait été menée en ligne en 2011 et que les réponses individuelles reçues, ainsi que les résultats assemblés automatiquement, étaient disponibles dans la partie "Enquêtes sur les pratiques en usage dans les offices de propriété industrielle" de WIPOSTAD.

52. Les résultats de l'enquête présentés pour examen par le CWS, comprenant un résumé des réponses ainsi que des données statistiques, faisaient l'objet de l'annexe du document CWS/2/10. La délégation de la République de Corée a signalé une erreur dans la réponse fournie par son office : à la question 1, la réponse devrait être "oui". Le Secrétariat a été prié de modifier cette réponse individuelle, les résultats assemblés et le rapport d'enquête en conséquence.

53. L'enquête a démontré que la reconnaissance optique des caractères était une activité importante pour les offices de propriété industrielle et que les recommandations énoncées dans la norme ST.22 de l'OMPI étaient prises en considération, directement ou indirectement, dans les principes directeurs d'application utilisés par les offices de propriété industrielle. Les offices qui ont répondu à l'enquête n'ont donné aucune indication concernant une révision éventuelle de la norme ST.22 de l'OMPI.

- 54. Le CWS a pris note des informations figurant dans l'enquête et a approuvé la publication dans WIPOSTAD du rapport d'enquête modifié compte tenu de la précision apportée au paragraphe 52 ci-dessus.

Point 16 de l'ordre du jour : rapport présenté par le Bureau international sur la prestation de services consultatifs et d'assistance technique aux fins du renforcement des capacités des offices de propriété industrielle en rapport avec le mandat du CWS

55. Le CWS a pris note du rapport (voir le document CWS/2/11) contenant des informations sur les points saillants des activités du Bureau international relatives à la fourniture de services consultatifs et d'assistance technique aux fins du renforcement des capacités des offices de propriété industrielle entreprises en 2011, en réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale de l'OMPI à sa 40^e session, en octobre 2011. Le document CWS/2/11 servira de base au rapport pertinent qui sera présenté à l'Assemblée générale de l'OMPI à sa session d'octobre 2012.

Point 17 de l'ordre du jour : examen de la liste des tâches du Comité des normes de l'OMPI

56. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document CWS/2/12 contenant une liste de tâches en vue de l'établissement du programme de travail du CWS. Le CWS a pris note de la liste des tâches figurant dans l'annexe de ce document.

57. Le CWS a approuvé la liste des tâches, telle qu'elle figure dans l'annexe du document CWS/2/12, actualisée en fonction des accords conclus par le CWS à sa deuxième session, aux fins de son incorporation dans le programme de travail du CWS.

58. Après actualisation des informations relatives aux tâches examinées au cours de la deuxième session, y compris les décisions prises au titre du présent point 17 de l'ordre du jour, l'état d'avancement des tâches était le suivant :

a) Tâches considérées comme achevées à la session en cours :

Tâche n° 20 : Examiner les questions relatives aux formats des images numériques ainsi qu'à la gestion des couleurs et à la publication en ligne, qui sont mentionnées au paragraphe 5 du document SCIT/SDWG/11/9, et établir une proposition à cet égard.

b) Tâches à poursuivre :

Tâche n° 30 : Collecter des informations auprès des offices de propriété industrielle sur les numéros de demande et les numéros des demandes établissant une priorité actuellement utilisés.

Tâche n° 37 : Réaliser une enquête sur l'application et la promotion de la norme ST.22 de l'OMPI.

Tâche n° 41 : Établir une proposition concernant les annexes V et VI de la norme ST.96 aux fins de son adoption par le CWS et procéder aux révisions et mises à jour nécessaires de la norme ST.96 de l'OMPI.

Tâche n° 44 : Établir une recommandation concernant la présentation des listages des séquences de nucléotides et d'acides aminés en langage XML (eXtensible Markup Language) pour adoption en tant que norme de l'OMPI. La proposition relative à l'établissement de cette nouvelle norme de l'OMPI devrait être assortie d'une étude de l'incidence de ladite norme sur la norme ST.25 actuelle de l'OMPI, indiquant notamment les modifications à apporter à la norme ST.25.

- c) Tâches visant à assurer la mise à jour permanente des normes de l'OMPI :
- Tâche n° 38 : Assurer la révision et la mise à jour permanentes de la norme ST.36 de l'OMPI.
- Tâche n° 39 : Procéder aux révisions et mises à jour nécessaires de la norme ST.66 de l'OMPI.
- Tâche n° 42 : Procéder aux révisions et mises à jour nécessaires de la norme ST.86 de l'OMPI.
- d) Tâches de nature permanente ou informative :
- Tâche n° 18 : Recenser les *domaines* de normalisation possibles concernant l'échange de données déchiffrables par machine sur la base de projets envisagés par des organismes tels que les offices de la coopération trilatérale, l'ISO, la CEI et d'autres institutions connues de normalisation industrielle.
- Tâche n° 23 : Surveiller l'introduction, dans les bases de données, des informations concernant l'entrée et, le cas échéant, la non-entrée dans la phase nationale (régionale) des demandes internationales PCT publiées.
- Tâche n° 24 : Recueillir et publier les rapports techniques annuels (ATR/PI, ATR/TM, ATR/ID) sur les activités des membres du CWS dans le domaine de l'information en matière de brevets, de marques et de dessins et modèles industriels.
- Tâche n° 26 : Rendre compte des activités relatives à la migration des données du Manuel de l'OMPI dans la base de données WIPOSTAD (WIPO Standards Administration Database).
- Tâche n° 33 : Révision permanente des normes de l'OMPI.
- Tâche n° 33/3 : Révision permanente de la norme ST.3 de l'OMPI.
- e) Tâches créées à la session en cours et pour lesquelles les travaux n'ont pas commencé :
- Tâche n° 45 : Révision de la norme ST.14 de l'OMPI :
- i) Établir une proposition de révision des codes de catégories prévus au paragraphe 14 de la norme ST.14 de l'OMPI compte tenu des observations et des projets de propositions énoncés aux paragraphes 7 et 10 à 14 du document CWS/2/6.
 - ii) Étudier la possibilité de réviser les recommandations relatives à l'identification des citations de littérature non-brevet afin d'aligner la norme ST.14 de l'OMPI sur la norme internationale ISO 690 :2010 (Information et documentation – Principes directeurs pour la rédaction des références bibliographiques et des citations des ressources d'information). Si cette révision est jugée opportune, établir la proposition correspondante.

Tâche n° 46 : Étudier l'opportunité de mettre au point d'autres normes dans le domaine des marques et établir la proposition correspondante, dont une description des besoins et des avantages escomptés pour chaque nouvel élément ainsi qu'un classement par ordre de priorité des propositions.

f) Tâches pour lesquelles les travaux n'ont pas commencé et sont en suspens :

Tâche n° 43 : Établir des principes directeurs que devraient suivre les offices de propriété industrielle, en ce qui concerne la numérotation des paragraphes, les longs paragraphes et la présentation cohérente des documents de brevet.

Point 18 de l'ordre du jour : calendrier des activités

59. Le Secrétariat devrait être en mesure d'annoncer, à l'automne 2012, les dates exactes de la troisième session du CWS qui se tiendra, de préférence, durant le premier trimestre de 2013. Ces dates seront communiquées par le CWS par courrier et sur le site Web de l'OMPI, dès qu'elles seront connues.

Point 19 de l'ordre du jour : résumé présenté par le président

60. Le CWS a pris note du résumé du président qui a été établi et distribué pour information.

Réunions des équipes d'experts du CWS

61. Lors de la session en cours, les équipes d'experts du CWS ci-après ont tenu des réunions informelles : Équipe d'experts chargée de la norme ST.10/C, Équipe d'experts chargée des normes relatives aux marques et Équipe d'experts chargée de la norme XML4IP. Les quatre équipes d'experts chargées des normes de l'OMPI relatives au langage XML, à savoir les équipes d'experts chargées des normes ST.36, ST.66, ST.86 et XML4IP ont également tenu une réunion commune. Les responsables de ces équipes ont informé le CWS des progrès accomplis concernant leurs tâches respectives durant ces réunions.

Point 20 de l'ordre du jour : clôture de la session

62. Le président a prononcé la clôture de la session le 4 mai 2012.

Adoption du rapport de la session

63. Le présent rapport a été adopté par les participants de la deuxième session du CWS par l'intermédiaire d'un forum électronique d'accès restreint

[Les annexes suivent]

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

I. ÉTATS MEMBRES/MEMBER STATES

(dans l'ordre alphabétique des noms français des États/
in the alphabetical order of the names in French of the States)

AFRIQUE DU SUD/SOUTH AFRICA

Mandixole MATROOS, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

ALGÉRIE/ALGERIA

Boumediene MAHI, conseiller, Mission permanente, Genève

Ahlem Sara CHARIKHI (Mlle), attaché, Mission permanente, Genève

ALLEMAGNE/GERMANY

Konrad HOFFMANN, Government Official, Federal Ministry of Justice, German Patent and Trade Mark Office (DPMA), Munich

Heinjoerg HERMANN, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

ARABIE SAOUDITE/SAUDI ARABIA

SAAD ALHUDIBI, Patent Specialist, Saudi Patent Office, King Abdulaziz City for Science and Technology, Riyadh

AUSTRALIE/AUSTRALIA

Julia HU (Ms.), International ICT Cooperation, Business and Information Management Solutions Group, IP Australia, Canberra

David KILHAM, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

AUTRICHE/AUSTRIA

Katharina FASTENBAUER (Mrs.), Head, Patent Support/PCT; Deputy Vice President, Technical Affairs, Austrian Patent Office, Vienna

BÉLARUS/BELARUS

Julia KHORUK (Mrs.), Deputy Head, Department of Automation and Patent Documentation, National Center of Intellectual Property, Minsk

BELGIQUE/BELGIUM

Mathias KENDE, deuxième secrétaire, mission permanente, Genève

Marie-Charlotte ANNEZ de TABOADA (Mme), attaché, Affaires économiques et commerciales, mission permanente, Genève

BRÉSIL/BRAZIL

Ademir TARDELLI, Vice President, Brazilian National Institute of Industrial Property, Development, Industry and Foreign Commerce, Rio de Janeiro

Raul SUSTER, Head, Center for Dissemination of Technological Information, Brazilian National Institute of Industrial Property, Development, Industry and Foreign Commerce, Rio de Janeiro

Leandro Alves DA SILVA, Secretary, Permanent Mission, Geneva

BULGARIE/BULGARIA

Aleksey ANDREEV, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

CANADA/CANADA

Derek SPERO, DBA/Application Architect, Enterprise Solutions Branch, Canadian Intellectual Property Office (CIPO), Gatineau

Sophie GALARNEAU (Ms.), deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève

CHINE/CHINA

Qiang WANG, Deputy Division Director, Documentation Processing Management Division, Patent Documentation Department, State Intellectual Property Office of the People's Republic of China, Beijing

Guoli CHU (Ms.), Project Officer, Automation Department, State Intellectual Property Office of the People's Republic of China, Beijing

Song ZHANG, Project Officer, State Intellectual Property Office of the People's Republic of China, Beijing

Yi WANG, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

CHYPRE/CYPRUS

Yiangos-Georgios YIANGOULLIS (Ms.), Expert Legal Affairs (WIPO), Permanent Mission, Geneva

Myrianthy SPATHI (Ms.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Christine TSENTA (Ms.), Attaché, Permanent Mission, Geneva

COLOMBIE/COLOMBIA

Catalina GAVIRIA (Ms.), Consejera, Misión permanente, Ginebra

Laura GARCIA (Ms.), Pasante, Misión permanente, Ginebra

Juan Camilo SARETZKI-FORERO, Primer Secretario, Misión permanente, Ginebra

CROATIE/CROATIA

Yasna DERVIS (Mme) Minister-Counselor, Permanent Mission, Geneva

DANEMARK/DENMARK

Lisbert NIELSON (Ms.), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

DJIBOUTI/DJIBOUTI

Djama Mahamoud ALLI, conseiller, Mission permanente, Genève

EGYPTE/EGYPT

Balas Mostafa MOHAMMED, Systems Analyst, Egyptian Patent Office, Academy of Scientific Research and Technology (ASRT), Ministry of Scientific Research, Cairo

Hisham BADR, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Mokhtar WARIDA, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

ESPAGNE/SPAIN

María Rosa CARRERAS DURBÁN (Mrs.), Area Proyectos Tecnológicos Internacionales, Division de Tecnologías de la Información, Ministry of Industry, Energy and Tourism, Oficina Española de Patentes y Marcas, Madrid

Xavier BELLMONT ROLDÁN, Primer Secretario, Misión permanente, Ginebra

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE/UNITED STATES OF AMERICA

Christopher Y. KIM, International Liaison Staff, United States Department of Commerce, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Alexandria

Bruce COX, Information Standards IT Specialist, Office of the Chief Information Officer, United States Department of Commerce, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Alexandria

Kathryn TINDLE (Ms.), Data Architecture IT Specialist, United States Department of Commerce, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Alexandria

Steven BECKMANN, IT Specialist, Trademarks Office of Program Control, United States Department of Commerce, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Alexandria

Don LEVIN, Director, eGovernment, Patents, United States Department of Commerce, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Alexandria

J. Todd REVES, IP Attaché, Economic and Science Affairs, Permanent Mission, Geneva

FÉDÉRATION DE RUSSIE/RUSSIAN FEDERATION

Fedor VOSTRIKOV, Director, IT Department, Federal Institute of Intellectual Property (FIPS), Federal Service for Intellectual Property (ROSPATENT), Moscow

Valeria MAKSIMOVA (Mrs.), Deputy Head, Information Resources Development Department, Federal Institute of Intellectual Property (FIPS), Federal Service for Intellectual Property (ROSPATENT), Moscow

Maria OREKHOVA (Ms.), Principal Specialist, International Cooperation Department,
Federal Service for Intellectual Property (ROSPATENT), Moscow

Stepan KUZMENKOV, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Arsen BOGATYREV, Attaché, Permanent Mission, Geneva

Elena KOLOKOLOVA (Ms.), Representative in Switzerland, Chamber of Commerce and
Industry of the Russian Federation (CCIRF), Geneva

FINLANDE/FINLAND

Juha REKOLA, Development Director, National Board of Patents and Registration of
Finland, Helsinki

FRANCE/FRANCE

Marcel CANTET, chargé de mission, Institut National de la propriété industrielle (INPI),
Paris

Katerina DOYTCHINOV (Mme), conseiller, Affaires économiques et développement,
Mission permanente, Genève

Thomas PECHEFF-LEPRINCE, stagiaire, Affaires économiques et développement,
Mission permanente, Genève

GEORGIE/GEORGIA

Eka KIPIANI, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

GRÈCE/GREECE

Paraskevi NAKIOU (Mrs.), Attaché, Permanent Mission, Geneva

HONGRIE/HUNGARY

Virág HALGAND DANI (Mrs.), Deputy Permanent Representative/Counsellor, Permanent
Mission, Geneva

INDE/INDIA

Alpana DUBEY (Mrs.), First Secretary, Economy, Permanent Mission, Geneva

INDONÉSIE/INDONESIA

Razilu RAZILU, Director, Technology of Information, Directorate General of Intellectual
Property Rights I, Ministry of Law and Human Rights, Tangerang

Arsi DWINUGRA FIRDAUSY, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

IRLANDE/IRELAND

Cathal LYNCH, Attaché, Permanent Mission, Geneva

ITALIE/ITALY

Tiberio SCHMIDLIN, Counsellor, Trade, Intellectual Property, Permanent Mission, Geneva

Eugenio Di AGOSTA, Intern, Permanent Mission, Geneva

JAPON/JAPAN

Matsuo NONAKA, Director for Policy Planning and Research, General Affairs Division, General Affairs Department, Japan Patent Office, Tokyo

Ryo NITTA, Assistant Director, Information Systems Division, General Affairs Department, Japan Patent Office, Tokyo

Eiichi YAMAMOTO, Deputy Director, Information Dissemination and Policy Promotion Division, General Affairs Department, Japan Patent Office, Tokyo

Satoshi FUKUDA, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

LETTONIE/LATVIA

Ilva KASE (Ms.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

LITUANIE/LITHUANIA

Vida MIKUTIENE (Mrs.), Head of Applications Receiving and Document Management Division, The Ministry of Justice of the Republic of Lithuania, State Patent Bureau of the Republic of Lithuania, Vilnius

LUXEMBOURG/LUXEMBOURG

Christiane DALEIDEN DISTEFANO (Mme), ministre conseiller, mission permanente, Genève

MAROC/MOROCCO

Dounia ELOUARDI (Mrs.), directeur, Pôle Développement et Relations Clients, Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale, Casablanca

Mohammed EL MHAMDI, conseiller, Mission permanente, Genève

MAURITANIE/MAURITANIA

Mohamed BERCKA, conseiller juridique, Cabinet du Ministre, Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, Nouakchott

MEXIQUE/MEXICO

Luis WOLF CHÁVEZ, Director Divisional, Sistemas y Tecnología de la Información, Instituto Mexicano de la Propiedad Industrial, Mexico

José Luis LÓPEZ DE LEÓN, Segundo Secretario, Misión permanente, Ginebra

MONACO/MONACO

Gilles RÉALINI, deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève

MYANMAR/MYANMAR

Lynn MARLAR LWIN (Ms.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mya SANDAR (Ms.), Attaché, Permanent Mission, Geneva

NÉPAL/NEPAL

Dhruba Lal RAJBAMSHI, Director General, Department of Industry, Ministry of Industry, Commerce and Supplies, Kathmandu

NICARAGUA/NICARAGUA

Humberto Javier COLLADO FERNANDEZ, Asesor Legal, Ministerio de Fomento, Industria y Comercio, Dirección General de Competencia y Transparencia en los Mercados, Dirección de Registro de la Propiedad Intelectual (RPI), Managua

NORVÈGE/NORWAY

Jens Petter SOLLIE, IP System Manager, Production and Systems, Norwegian Industrial Property Office, Oslo

Magne LANGSAETER, System Advisor, Production and Systems, Norwegian Industrial Property Office, Oslo

PANAMA/PANAMA

Luz Celeste RÍOS DE DAVIS (Mrs.), Directora General del Registro de la Propiedad Industrial, Oficinas de Propiedad Industrial, Ministerio de Comercio et Industrias, Panamá

Zoraida RODRIGUEZ MONTENEGRO (Sra.), Consejera Legal, Misión permanente, Ginebra

PARAGUAY/PARAGUAY

Raúl MARTÍNEZ, Primer Secretario, Misión permanente, Ginebra

PAYS BAS/NETHERLANDS

Richard ROEMERS, First Secretary, Economic Division, Geneva

POLOGNE/POLAND

Irena BIELECKA (Mrs.), Director, IT Department, Polish Patent Office, Warsaw

Mikolas ROGOWSKI, Intern, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE DE CORÉE/REPUBLIC OF KOREA

Iksoo JEON, Deputy Director, Korean Intellectual Property Office (KIPO), Daejeon

Kyung-Hyub KWON, Group Manager, Korean Intellectual of Patent Information (KIPI), Seoul

Miryung PARK (Ms.), Deputy Director, Korean Intellectual Property Office (KIPO), Daejeon

Yong-Sun KIM, Counsellor, Intellectual Property, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN/ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

Ali NASIMFAR, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA/REPUBLIC OF MOLDOVA

Alexei IAȚCO, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE/CZECH REPUBLIC

Lukas HYKS, Expert, Patent Information Department/Analyses Section, Industrial Property Office, Prague

Jan WALTER, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE/UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Leonila KALEBO KISHEBUKA (Mrs.), Deputy Registrar, Intellectual Property, Ministry of Industry and Trade, Business Registrations and Licensing Agency, Dar es Salaam

Pili Prisca MWTANI (Mme), ministre plénipotentiaire, Genève

ROUMANIE/ROMANIA

Bogdan BORESCHIEVICI, Director of National Collection and Service Directorate, State Office for Inventions and Trademarks, Bucharest

Adriana ATANASOAI (Mrs.), Head, Database and Electronic Information System Division, State Office for Inventions and Trademarks, Bucharest

Mitrita HAHUE (Mrs.), Head, National Trademarks Application Bureau, State Office for Inventions and Trademarks, Bucharest

ROYAUME-UNI/UNITED KINGDOM

Geoff COURT, Head of Patent Support Services, Patents Directorate, UK Intellectual Property Office, Newport

James MCLAUGHLIN, IT Strategic Manager, UK Intellectual Property Office, Newport

Simon SANDFORD-TAYLOR, IT Business Advisor, IT, UK Intellectual Property Office, Newport

Nicola Noble (Miss), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

SERBIE/SERBIA

Uglješa Ugi ZVEKIČ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Mission permanente, Genève

Branka BILEN KATIC (Mrs.), Assistant Director, Section for Information Services, Intellectual Property Office, Belgrade

SINGAPOUR/SINGAPORE

Li Lin LIEW, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

SRI LANKA/SRI LANKA

Natasha GOONERATNE (Ms.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

SUÈDE/SWEDEN

Gunnar LINDBOM, Controller, Swedish Patent and Registration Office (SPRO),
Söderhamn

Åsa VIKEN (Mrs.), Patent Examiner, Operations Development Officer, Patent Information
Department, Swedish Patent and Registration Office (SPRO), Stockholm

Tobias LORENTZSOU, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

SUISSE/SWITZERLAND

Matthias GÜNTER, CIO, Division informatique, Institut fédéral de la propriété
intellectuelle, Berne

Alexandra GRAZIOLI (Mrs.), conseillère juridique senior, Division droit & affaires
internationales, Institut fédéral de la propriété intellectuelle, Berne

Daniel INGOLD, chef, Customer Management, Institut fédéral de la propriété
intellectuelle, Berne

UKRAINE/UKRAINE

Oksana PARKHETA (Ms.), Chief Expert, the State Registers, Economics and Information
Support, The State Intellectual Property Service, Kyiv

VIET NAM/VIET NAM

Phi Anh PHAM, Deputy Director General, National Office of Intellectual Property of Viet
Nam, Ministry of Science and Technology, Ha Noi

Mai VAN SON, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

ZAMBIE/ZAMBIA

Justine Tambatamba CHILAMBWE, Examiner, Patents and Companies Registration
Agency, Ministry of Commerce, Trade and Industry, Lusaka

II. ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES/INTERGOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS

OFFICE BENELUX DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OBPI)/BENELUX OFFICE
FOR INTELLECTUAL PROPERTY (BOIP)

Jean-Marie PUTZ, IT Manager, The Hague

OFFICE DES BREVETS DU CONSEIL DE COOPÉRATION DES ÉTATS ARABES DU GOLFE (CCG)/PATENT OFFICE OF THE COOPERATION COUNCIL FOR THE ARAB STATES OF THE GULF (GCC Patent Office)

Abdulrhman ALMOHAWES, Developer, IT, Geneva

OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS (OEB)/EUROPEAN PATENT OFFICE (EPO)

Miguel ALBRECHT, Director, Data Resources, Rijswijk

Raul SUAREZ Y GONZALEZ, Administrator, 2.7.2.2 External Products and Services, Rijswijk

Patrick LE GONIDEC, Administrateur projets, D541, Vienne

ORGANISATION EURASIENNE DES BREVETS (OEAB)/EURASIAN PATENT ORGANIZATION (EAPO)

Andrey SEKRETOV, Head of Standardization and Patent Information Quality Group of Patent Information Department, Moscow

UNION EUROPÉENNE (UE)/EUROPEAN UNION (EU)

Delphine LIDA (Mrs.), First Counsellor, EEAS, Geneva

Alexandre TRAN, IT Architect, Office for Harmonization in the Internal Market (Trade Marks and Designs) (OHIM), Alicante

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT)/INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION (ITU)

Gregory RATTA, Representative, Geneva

III. ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE/NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION

AMERICAN INTELLECTUAL PROPERTY LAW ASSOCIATION

Mark GUETLICH, Managing Director of Patents, Global IP Europe, Waldorf

IV. BUREAU/OFFICERS

Président/Chair: Gunnar LINDBOM (Suède/Sweden)

Vice-présidents/Vice-Chairs: Oksana PARKHETA (Mme/Ms.) (Ukraine)
Eiichi YAMAMOTO (Japon/Japan)

Secrétaire/Secretary: Angel LOPEZ SOLANAS (OMPI/WIPO)

V. BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI)/INTERNATIONAL BUREAU OF THE WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION (WIPO)

Yo TAKAGI, sous-directeur général du Secteur de l'infrastructure mondiale /Assistant Director General, Global Infrastructure Sector

Michael RICHARDSON, directeur adjoint, Division du développement fonctionnel du PCT, Secteur de l'innovation et de la technologie/Deputy Director, PCT Business Development Division, Innovation and Technology Sector

Jean-Paul HOEBRECK, conseiller principal auprès du sous-directeur général du Secteur de l'infrastructure mondiale/Senior Advisor to the Assistant Director General, Global Infrastructure Sector

Antonios FARASSOPOULOS, chef du Service des classifications internationales et des normes de l'OMPI, Secteur de l'infrastructure mondiale /Head, International Classifications and WIPO Standards Service, Global Infrastructure Sector

Angel LÓPEZ SOLANAS, chef de la Section des normes de l'OMPI, Secteur de l'infrastructure mondiale/Head, WIPO Standards Section, Global Infrastructure Sector

Paul HALFPENNY, Coordonnateur de projet, Service d'information mondiale, Service des bases de données mondiales, Secteur de l'infrastructure mondiale/Project Coordinator, Global Information Service, Global Databases Service, Global Infrastructure Sector

Young-Woo YUN, administrateur principal chargé de l'information en matière de propriété industrielle de la Section des normes de l'OMPI, Secteur de l'infrastructure mondiale/Senior Industrial Property Information Officer, WIPO Standards Section, Global Infrastructure Sector

Anna GRASCHENKOVA (Mme/Mrs.), administratrice chargée de l'information en matière de propriété industrielle de la Section des normes de l'OMPI, Secteur de l'infrastructure mondiale/ Industrial Property Information Officer, WIPO Standards Section, Global Infrastructure Sector

[L'annexe II suit/ Annex II follows]

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Élection d'un président et de deux vice-présidents
3. Adoption de l'ordre du jour
Voir le document CWS/2/1 Prov.
4. Adoption du rapport sur la première session
Voir le document CWS/1/10 Prov.
5. Questions d'organisation et règlement intérieur particulier
Voir le document CWS/2/2.
6. Programme de travail concernant l'élaboration de normes de l'OMPI relatives au langage XML (eXtensible Markup Language)
Voir le document CWS/2/3.
7. Proposition d'une nouvelle norme ST.96 de l'OMPI
Voir le document CWS/2/4.
8. Rapport sur l'élaboration d'une nouvelle norme relative à la présentation du listage des séquences de nucléotides et d'acides aminés en langage XML (eXtensible Markup Language)
Voir le document CWS/2/5.
9. Proposition de révision de la norme ST.14 de l'OMPI
Voir le document CWS/2/6.
10. Rapport présenté oralement par le responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.36 sur la proposition de révision de la norme ST.36 de l'OMPI
11. Rapport du responsable de l'Équipe d'experts chargée de la norme ST.66 sur la révision de la norme ST.66 de l'OMPI
Voir le document CWS/2/7.
12. Gestion électronique des éléments figuratifs des marques :
 - Révision de la norme ST.67 de l'OMPI
 - Informations supplémentaires concernant la gestion des couleurs et la publication en ligneVoir le document CWS/2/8.
13. Informations concernant l'entrée dans la phase nationale (régionale) des demandes internationales selon le PCT publiées
Voir le document CWS/2/9.
14. Rapport présenté oralement par le Bureau international sur l'état d'avancement du projet WIPOSTAD (base de données pour l'administration des normes de l'OMPI)
15. Enquête sur l'application et la promotion de la norme ST.22 de l'OMPI
Voir le document CWS/2/10.
16. Rapport présenté par le Bureau international sur la prestation de services consultatifs et d'assistance technique aux fins du renforcement des capacités des offices de propriété industrielle en rapport avec le mandat du CWS
Voir le document CWS/2/11.
17. Examen de la liste des tâches du Comité des normes de l'OMPI
Voir le document CWS/2/12.
18. Calendrier des activités
19. Résumé présenté par le président
20. Clôture de la session